



Règlement des études du cycle d'ingénieur de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (ENSG-Géomatique)

Applicable pour l'année 2021/2022

Article 1 – Objet du règlement des études

Ce règlement décrit les règles en vigueur pour le suivi de la formation dispensée dans le cycle d'ingénieur de l'ENSG-Géomatique.

Il est opposable aux enseignants, enseignants-chercheurs, et chercheurs de l'ENSG-Géomatique et de l'Université Gustave Eiffel et à tous les élèves-ingénieurs de l'ENSG-Géomatique, élèves fonctionnaires ou civils, en formation initiale ou continue, en simple ou en double diplomation, ou ayant un statut d'auditeur libre.

Aucune disposition ou note d'organisation interne des services, des départements, ou des laboratoires de l'ENSG-Géomatique ou de l'Université Gustave Eiffel ne peut faire obstacle à l'application de ce règlement des études.

Les élèves-ingénieurs de l'ENSG, qui suivent une partie de leur scolarité dans une École ou une université partenaire, doivent se conformer aux règlements intérieurs des établissements d'accueil pour toutes les règles de la vie scolaire.

Le règlement des études de l'ENSG -Géomatique se réfère aux textes suivants :

- l'arrêté du 9 janvier 2006 modifié fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'École nationale des sciences géographiques
- la charte informatique de l'ENSG (Charte internet)
- le règlement du centre de documentation d'IGN-ENSG

Le présent document ainsi que ses éventuelles modifications, font l'objet d'une diffusion publique (par voie d'affichage ; mise à disposition sur le site internet de l'École : www.ensg.eu et sur le site internet de l'Université Gustave Eiffel : www.univ-gustave-eiffel.fr) qui les rendent connus de tous et opposables à tous. Un exemplaire peut être consulté sur demande au secrétariat ; la consultation sur place est limitée aux horaires d'ouverture au public du bureau du secrétariat.

Les élèves-ingénieurs reçoivent lors de leur rentrée scolaire les instructions nécessaires pour sa consultation et son téléchargement sous format numérique.

Article 2 - Modification du règlement des études

Le présent règlement peut être modifié par une décision du Directeur de l'ENSG-Géomatique, suite notamment à une demande motivée du directeur des enseignements ou d'au moins trois représentants des élèves du cycle d'ingénieur. Cette demande est examinée par le comité de direction de l'ENSG qui peut la soumettre, pour avis, au Conseil de Perfectionnement de l'ENSG ainsi qu'aux instances de l'Université Gustave Eiffel concernées.

Les élèves sont informés des modifications du règlement par une note de service diffusée par affichage sur les panneaux réservés à cet effet, et par messagerie électronique sur leur compte individuel (compte de messagerie créé par l'École).

Article 3 - Les temps de la scolarité

Calendrier scolaire

Le directeur de l'École fixe, au plus tard trois mois avant la rentrée scolaire, le calendrier scolaire à savoir les dates principales de la session scolaire, y compris les congés scolaires ainsi que les périodes de fermeture de l'École.

La date de rentrée scolaire est notifiée individuellement aux nouveaux élèves.

Sous réserve de la validation par la direction des enseignements, les élèves ayant un parcours particulier peuvent bénéficier d'un aménagement de leur calendrier scolaire.

Emploi du temps

La présence aux cours est obligatoire.

L'emploi du temps est porté à la connaissance des élèves par voie d'affichage et par internet. Il est susceptible de modifications à tout moment (en raison par exemple d'imprévus impliquant les intervenants).

Une plage horaire est considérée comme libre à condition qu'elle soit restée non programmée à la fin de journée précédente. Par conséquent, les élèves ne doivent pas prendre d'engagement sur les plages horaires non affectées, celles-ci pouvant être reprogrammées inopinément. Cette règle s'applique en dehors des périodes de congés scolaires.

Article 4 - Discipline

Article 4.1 – Procédures pré-disciplinaires

Défaut d'assiduité

La présence aux activités programmées par l'École (cours, TP, TD, conférences, etc.) est obligatoire. Des contrôles de présence peuvent être organisés, et les absences non justifiées donnent lieu à des sanctions.

Un étudiant doit prévenir ou faire prévenir l'administration de l'École (secrétariat, direction des enseignements, tuteur) de son absence. Celle-ci doit en outre être justifiée le plus rapidement possible et dans un délai maximal de 48 heures ouvrées après son retour à l'École : la direction des enseignements statue alors la recevabilité de la justification de l'absence. Passé ce délai, aucune justification ne peut être prise en compte.

En cas de défaut d'assiduité d'un étudiant (absence non justifiée) à un cours, un coefficient réducteur est appliqué à la note qu'il obtient dans la matière concernée, à raison de 10% par séance manquée et dans la limite de 50% de la note obtenue.

En cas de défaut d'assiduité d'un étudiant (absence non justifiée) à une évaluation, l'étudiant se voit alors attribuer la note zéro, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours.

L'étudiant peut également être exclu pour le restant de l'année de ce cours, par décision conjointe du responsable de cycle et du directeur des enseignements, et se voit alors appliquer le coefficient réducteur maximal.

Par ailleurs, les employeurs des étudiants salariés sont avertis des défauts d'assiduité de leurs agents.

Comportement

Le comportement de l'étudiant ne doit pas perturber le bon déroulement du cours. A la suite de la remontée par l'enseignant de toute attitude gênant l'enseignant ou ses camarades (retard, bruit, insolence, inactivité, ...), la direction des enseignements pourra décider d'appliquer un coefficient réducteur à la note dans la matière concernée, à raison de 10% par signalement et dans la limite de 50% de la note obtenue.

L'enseignant pourra également décider d'exclure cet étudiant de la séance.

Non-respect des délais pour les travaux rendus

Les enseignants ou les responsables de cycle fixent les délais de rendu des travaux ou projets pédagogiques donnés aux étudiants. En cas de retard dans le rendu de ces travaux, un coefficient réduisant la note obtenue de 10% par jour de retard peut être appliqué, par décision conjointe du responsable de cycle et du directeur des enseignements.

Fraude - plagiat

Toute fraude ou tentative de fraude durant un contrôle donne lieu à l'exclusion de l'élève du contrôle qui se voit alors attribuer la note zéro, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours. Lorsque la fraude ou le plagiat est détecté lors de la correction des productions rendues (copies, mémoires, codes de programmation, ...), la note zéro est également attribuée, par décision conjointe du responsable de cycle et du directeur des enseignements, sans possibilité de rattrapage pendant l'année scolaire en cours.

En cas de récidive de fraude ou tentative de fraude, l'étudiant peut être traduit en conseil de discipline.

Article 4.2 – Procédures disciplinaires

Les questions disciplinaires sont traitées par le directeur de l'École, conformément à la réglementation des établissements publics de l'enseignement supérieur.

Le Secrétaire Général de l'ENSG ou le Directeur des enseignements saisit le directeur de l'École en cas de dégradation de matériel, d'incivilité, de fraude, de tentative de fraude, ou d'absence prolongée et non justifiée d'un étudiant.

Nomenclature des sanctions

La nomenclature des sanctions est la suivante (classement selon la gravité et les circonstances de la faute) :

- *L'observation écrite du tuteur ou du responsable de cycle.* Mention en est portée sur le dossier scolaire et sur les relevés de résultats scolaires de l'intéressé.
- *L'avertissement écrit du directeur des enseignements.* Mention en est portée sur le dossier scolaire et sur les relevés de résultats scolaires de l'intéressé.
- *L'exclusion temporaire ou définitive prononcée par le directeur de l'école,* sur proposition de la commission de discipline. Mention en est portée sur le dossier scolaire et sur les relevés de résultats scolaires.

Commission de discipline

En cas de faute grave d'un étudiant et sur proposition du directeur des enseignements, le directeur de l'École peut convoquer une commission de discipline, qu'il préside, et qui comporte obligatoirement :

- le directeur des enseignements ou son représentant ;
- le responsable du cycle d'ingénieur ENSG ;
- le(s) tuteur(s) de la promotion ;
- les responsables des différents secteurs d'enseignements de l'ENSG ou leurs représentants ;
- les délégués des étudiants du cycle d'ingénieur ENSG.

Le directeur de l'École prend une décision qui tient compte des explications de l'étudiant. Ce dernier peut être assisté d'une personne de son choix.

En cas de faute grave reconnue par le conseil de discipline, et dans le cas d'élèves fonctionnaires ou d'étudiants salariés, l'employeur (et le cas échéant le gestionnaire du corps du fonctionnaire) est informé de la décision du conseil de discipline de l'ENSG.

Article 4.3 – Procédures judiciaires

Indépendamment des procédures scolaires et administratives décrites ci-dessus, et en cas de soupçon d'infraction à la loi, le directeur de l'Ecole peut être amené à engager des poursuites ou signaler le comportement d'étudiants aux autorités judiciaires.

Article 5 - Organisation de l'enseignement

Article 5.1 - Les différents acteurs (responsables de cycles, tuteurs, enseignant référent)

Le responsable pédagogique de cycle

Nommé par une décision du directeur de l'ENSG, le responsable pédagogique de cycle exerce par délégation les responsabilités du directeur des enseignements pour le cycle considéré. Il est en charge notamment de la rédaction et des évolutions du programme d'enseignement en collaboration avec les différents départements d'enseignement.

Le tuteur de la promotion

Nommé par une décision du directeur de l'ENSG, le tuteur de la promotion est l'interlocuteur privilégié entre les étudiants d'une promotion donnée et l'administration de l'Ecole. Il a un rôle d'information, de suivi, d'écoute et de conseil.

Pendant le stage de travaux de terrain, le responsable du groupe d'instruction, en charge de l'organisation du stage, assure les fonctions de tuteur pour le cycle d'ingénieur.

Durant les autres stages, les fonctions de tuteur sont exercées par l'enseignant responsable du suivi du stage de l'étudiant.

L'enseignant référent

Désigné par le directeur des enseignements, l'enseignant référent assure le suivi pédagogique ou technique d'un étudiant donné lors des périodes de stages.

Les représentants des élèves

Deux représentants titulaires et deux représentants suppléants par année du cycle d'ingénieur sont élus chaque année, au scrutin plurinominal à un tour, par le collège des élèves et des auditeurs libres rattachés à ce cycle. Les deux populations d'étudiants, *i.e.* salariés et non salariés, doivent être représentées.

Les candidats sont classés selon le nombre décroissant de voix obtenues ; les représentants titulaires et suppléants sont désignés dans l'ordre décroissant de ce classement. En cas d'égalité des voix, la préférence est donnée au plus âgé. Ces élections sont organisées à la diligence du directeur de l'École et en tout état de cause avant le 31 décembre suivant la rentrée scolaire.

Les délégués des étudiants participent avec une voix consultative aux commissions d'enseignements du cycle d'ingénieur. Ils sont conviés à toutes les réunions auxquelles la

direction de l'École les associera, notamment à celles traitant de réformes ou d'actions concernant la scolarité des étudiants.

Ils ont également pour mission de faire connaître à la direction de l'École tout problème dont ils seraient informés concernant les étudiants ou l'établissement ; en particulier, ils doivent spontanément signaler à la direction tout élément de nature à créer un obstacle à l'efficacité de l'enseignement.

Enfin, les délégués des étudiants préparent les réunions de bilan pédagogique, décidées par le directeur des enseignements, durant lesquelles sont passés en revue tous les problèmes relatifs à la scolarité et à la pédagogie. Dans un souci d'efficacité, il est souhaité que les délégués recueillent auparavant tous les avis motivés des étudiants, relatifs au déroulement de la scolarité.

Article 5.2 - La commission d'enseignement

La composition de la commission d'enseignement, précisée dans l'arrêté du 9 janvier 2006 modifié fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'Ecole nationale des sciences géographiques, est la suivante :

- Représentants de l'administration :
 - le directeur de l'école ou le directeur adjoint, président ;
 - le directeur des enseignements ;
 - un représentant de l'Institut national de l'information géographique et forestière désigné pour trois ans par le directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière.
- Représentants du corps enseignant :
 - les responsables des différents secteurs d'enseignements de l'ENSG intervenant dans le cycle d'ingénieur ENSG ;
 - les tuteurs des promotions du cycle d'ingénieur, désignés par le directeur des enseignements de l'École nationale des sciences géographiques.
- Les représentants des élèves.

Convoquée par le directeur de l'ENSG et présidée par le Directeur ou le Directeur adjoint de l'ENSG, la commission d'enseignement du cycle d'ingénieur ENSG se réunit deux fois par an pour les deux premières années du cycle et une fois par an pour la troisième année (filière de spécialisation). La commission d'enseignement de troisième année fait office de jury de diplomation. Ses décisions sont consignées dans un procès-verbal diffusé auprès de ses membres. La commission d'enseignements peut décider d'auditionner un étudiant ou toute personne qu'elle juge utile pour éclairer ses décisions.

Elle décide notamment après examen de leurs résultats :

- de proposer de diplômer les étudiants satisfaisant aux conditions requises ;
- de statuer sur les passages en année supérieure ou sur les redoublements en précisant les modalités ;
- de prononcer l'arrêt des études.

Sur proposition de la direction des enseignements, la commission d'enseignement donne un avis sur :

- les programmes d'enseignement et l'organisation du contrôle de la scolarité dans chaque secteur disciplinaire, en particulier la nature, le nombre et le coefficient des épreuves ;
- le choix des filières de troisième année d'ingénieur ou les demandes pour effectuer un double-diplôme dans une école partenaire ;
- les demandes de mobilité internationale et d'externalisation des études sur un ou plusieurs semestres (Erasmus ou autre) ;
- les demandes d'effectuer une année de césure.

Le président de la commission d'enseignement peut, pour répondre à des demandes particulières ou qui relèvent de l'urgence, organiser une consultation écrite, par courrier électronique, de ses membres. Cette consultation fait alors l'objet d'un relevé de décision annexé au procès-verbal de la commission d'enseignement normale suivante.

Article 5.3 - Les jurys de travail de fin d'étude (TFE) ou de stage

Les jurys de TFE ou de stage sont désignés par le directeur des enseignements. Sauf cas particulier, ils doivent comporter si possible un membre de l'organisme ou entreprise accueillant le stagiaire. A l'issue de la délibération, le président du jury peut prononcer :

- la validation du stage ;
- la validation du stage sous conditions d'un complément de travail dont la nature est précisée par le jury ;
- la non validation du stage.

Article 5.4 - La commission des filières pour les étudiants du cycle ingénieurs de 2^{ème} année

La composition de la commission des filières est fixée par le directeur des enseignements. Elle comporte obligatoirement le responsable pédagogique du cycle d'ingénieur et les responsables pédagogiques des différentes filières de spécialisation du cycle d'ingénieur.

La commission se réunit deux fois par an. Une première fois, en début d'année scolaire, pour fixer le nombre de places ouvertes dans chaque filière de spécialisation pour l'année n+1. Et une deuxième fois en fin d'année scolaire, avant le départ en stage des élèves ingénieurs de deuxième année, pour examiner leurs vœux et statuer sur les choix de filière.

Prenant en compte les résultats scolaires, les desideratas (formalisés par une liste de trois choix classés), la motivation exprimée par les étudiants et les contraintes relatives aux capacités d'accueil des différentes filières, le jury décide d'une orientation pour la 3^{ème} année du cycle des ingénieurs. Il n'y a pas de possibilité de recours.

Article 5.5 - Demandes de mobilité internationale, de cursus en double-diplôme ou de filière de spécialisation dans un autre établissement

Les mobilités internationales sont possibles en deuxième ou en troisième année du cycle, pour un ou deux semestres. Ces demandes sont instruites par la direction des enseignements et soumises à l'avis de la commission d'enseignement (de première année pour une mobilité en deuxième année, ou de deuxième année pour une mobilité en troisième année). Les avis favorables de la commission sont donnés sous réserve de validation par l'élève de l'ensemble des enseignements antérieurs à la période de mobilité internationale.

Les demandes de cursus en double-diplôme ou de filière de spécialisation dans un établissement partenaire sont instruites par la direction des enseignements et soumises à l'avis de la commission d'enseignement des élèves-ingénieurs de deuxième année (celle du premier semestre).

Sauf avis contraire et exceptionnel de la commission, les avis favorables de la commission sont donnés sous réserve de validation par l'élève de l'ensemble des enseignements des deux premières années et de l'obtention d'un niveau B2 en anglais attesté par un test officiel..

Les dossiers des élèves ayant reçu un avis favorable de la commission sont ensuite transmis aux établissements partenaires qui décident, en dernier ressort, de l'admission ou non de ces élèves dans ces établissements.

Article 5.6 - Demandes de césure

Seuls les élèves-ingénieurs civils de l'ENSG peuvent demander à bénéficier d'une année de césure entre la deuxième et la troisième année du cycle. En effet, le statut d'élève-ingénieur fonctionnaire ne permet pas à ces derniers de solliciter une année de césure.

Ces demandes sont instruites par la direction des enseignements et soumises à l'avis de la commission d'enseignement des élèves-ingénieurs de deuxième année. L'avis est motivé par les résultats obtenus par l'élève pendant les deux premières années du cycle et sa capacité à reprendre ses études avec succès après l'année de césure.

Les élèves ayant obtenu l'accord de l'école pour une année de césure doivent signer un « contrat de césure » avec l'administration de l'école qui précise notamment les conditions de communication et d'échanges entre l'élève et l'école pendant cette période.

Pendant l'année scolaire de césure, les étudiants gardent leur statut d'étudiant de l'ENSG et de l'Université Gustave Eiffel et s'acquittent de la CVEC.

Article 5.7 - Filières proposant une scolarité en alternance, avec contrat de professionnalisation

Les élèves-ingénieurs admis en filière de spécialisation ouverte à l'alternance et aux contrats de professionnalisation, doivent, s'ils font le choix de l'alternance, chercher et trouver une

entreprise d'accueil, avant le début des cours de cette filière. Dans ce cas, ils effectuent leur stage de fin d'études au sein de l'entreprise d'alternance, sur un sujet dimensionné à la durée habituelle d'un travail de fin d'études (18 à 26 semaines).

Si un élève ne fait pas le choix de l'alternance ou ne trouve pas d'entreprise d'accueil, il se voit proposer, par l'équipe pédagogique de la filière, un projet destiné à couvrir les périodes d'alternance du premier semestre. Il doit ensuite effectuer un stage de fin d'études dans une entreprise, pendant une durée de 18 à 26 semaines.

Article 5.8 - Le programme d'enseignement

Le programme d'enseignement, accessible aux étudiants sur l'intranet de l'ENSG-Géomatique, recense pour le cycle d'ingénieur ou une filière donnée tous les enseignements dispensés. Il décrit notamment leur contenu, les volumes horaires et les compétences attendues, les évaluations (nature et coefficients appliqués), leur organisation en modules et les crédits ECTS alloués. Ce document n'est pas contractuel et peut être amené à évoluer en cours d'année. La version mise à jour par le responsable du cycle est alors soumise pour avis à la Commission d'enseignement et portée à la connaissance des étudiants.

Article 5.9 - La semestrialisation

Pour faciliter la mobilité des étudiants entre établissement d'enseignements supérieur, nationaux ou internationaux, la scolarité du tronc commun du cycle des ingénieurs est semestrialisée.

Article 5.10 - Les modules et crédits ECTS

Les modules

Les enseignements présentant une cohérence thématique ou disciplinaire sont regroupés en un module. Les modules sont placés sous la maîtrise d'œuvre d'un département d'enseignement. Pour valider un module, la moyenne des notes des matières évaluées qui le composent, pondérée par les coefficients de ces matières, doit être supérieure ou égale à 10/20.

Pour l'ensemble des modules et pour toutes les formes d'activités pédagogiques, si la formation antérieure de l'étudiant le justifie, des aménagements ponctuels en fonction des objectifs de chaque matière pourront être proposés par le responsable pédagogique de cycle ou le département maître d'œuvre et feront l'objet d'une approbation formelle par le directeur des enseignements et l'étudiant.

Les ECTS

L'École a adopté le principe des crédits capitalisables des ECTS (European Credits Transfer Scale). Ce système, initié par l'Union européenne dans la cadre du « Processus de Bologne », permet une meilleure lisibilité des programmes d'enseignement et donc leur comparaison, facilitant ainsi la mobilité des étudiants d'un établissement à l'autre ou d'un pays à l'autre.

Dans la pratique, la validation d'un module permet la capitalisation des ECTS qui lui sont associés. Le nombre d'ECTS associé à un module donné traduit l'importance du module en termes de volume horaire des enseignements qui le composent ou d'investissement nécessaire à l'étudiant pour sa validation.

Pour valider une année, l'étudiant doit valider 60 ECTS.

Article 5.11 - Les épreuves de rattrapage

La direction des enseignements convoque les étudiants qui peuvent bénéficier de la session de rattrapage, et en fixe les modalités pratiques.

Le mode d'organisation et d'évaluation des épreuves de rattrapage peut revêtir toute forme définie conjointement par le secteur d'enseignement maître d'œuvre du module et le directeur des enseignements (e.g. une soutenance orale, étude bibliographique, travail complémentaire s'il s'agit d'un projet, etc.). Une épreuve peut donc porter soit sur une matière avec la nouvelle note qui remplacera alors l'ancienne dans le calcul de la note globale du module, soit sur plusieurs matières du module.

En cas de rattrapage conduisant à valider le module, la note retenue pour le module est ramenée à 10.

Il ne peut être organisé qu'un seul rattrapage par étudiant pour une matière ou un module donné durant une année scolaire.

Article 5.12 - La reconnaissance de l'engagement étudiant et sa valorisation

Pour encourager l'implication des étudiants dans des actions d'intérêt général de l'École, notamment dans les actions de communication ou dans la vie associative, la participation à ces actions ou à ces associations se traduit par un abaissement de la barre de validation des modules. Les modalités et les barèmes font l'objet chaque année d'une note signée du directeur des enseignements qui est portée à la connaissance des étudiants.

Les mandats des responsables des associations (BDE, BDS et Vertigéo) courant sur deux années scolaires, c'est au titre de la deuxième que leur seront attribués les points de vie scolaire permettant le calcul des barres de validation des modules.

Article 6 - Validation des études

Article 6.1 – Durée des études

La durée normale du cycle d'ingénieur est de trois ans.

Les élèves ingénieurs peuvent demander à bénéficier d'une année de césure entre la deuxième et la troisième année de leur cycle. Ils doivent en faire la demande au premier semestre de la deuxième année. La réponse de la direction de l'école intervient après avis de la commission d'enseignement du premier semestre.

Article 6.2 – Passage en année supérieure

Le passage en année supérieure des élèves des cycles d'ingénieur est décidé par la commission d'enseignement de fin d'année.

Lorsque la commission d'enseignement ne peut être organisée avant la rentrée scolaire (cas de la fin de deuxième année des élèves ingénieurs), les élèves commencent à suivre les enseignements correspondant à l'année supérieure de leur cycle, sans préjudice des décisions de la commission d'enseignement.

Article 6.3 – Passage en année supérieure avec déficit de modules

La commission d'enseignement peut décider du passage d'un étudiant en année supérieure malgré un déficit d'un ou plusieurs modules, si elle estime qu'il aura la capacité à rattraper ces modules manquants.

Les étudiants concernés sont alors convoqués par la direction des enseignements aux interrogations de rattrapage des matières pour lesquelles ils n'ont pas obtenu la moyenne l'année précédente.

Article 6.4 - Conditions de redoublement

La commission d'enseignement peut autoriser un élève à redoubler une année et une seule pour résultats scolaires insuffisants. Elle peut également autoriser le redoublement pour des raisons médicales dûment justifiées par un médecin.

Un contrat de redoublement est alors rédigé et signé par la direction des enseignements et l'étudiant.

Article 6.5 - Conditions de diplomation

Pour obtenir leur diplôme, les élèves doivent valider l'ensemble des modules prévus au programme d'enseignement de leur cycle (représentant 180 ECTS pour le cycle d'ingénieur).

Pour obtenir leur diplôme, les élèves ingénieurs doivent également d'une part avoir réalisé au moins 14 semaines de stage en entreprise et d'autre part justifier d'une période d'au moins 12 semaines passées à l'étranger ou dans les Outre-Mer pendant leur scolarité (sous la forme de stages ou de périodes académiques dans un établissement partenaire). Les élèves ingénieurs doivent enfin justifier d'un niveau d'anglais B2 sur l'échelle européenne, niveau attesté par un organisme accrédité.

Dans le cadre d'un cursus en double-diplôme ou après une admission en deuxième année du cycle d'ingénieur, les élèves doivent valider l'ensemble des modules correspondant à deux années du programme d'enseignement, soit 120 ECTS.

Les élèves ingénieurs étrangers recrutés dans le cadre d'un partenariat avec un établissement ou organisme étranger ne sont pas soumis à la règle de passer au moins 12 semaines de leur scolarité hors de la France métropolitaine.

En cas de déficit de modules après la fin de la scolarité à l'ENSG, les anciens élèves peuvent demander à se présenter aux épreuves d'évaluation des matières non validées, pendant les

deux années scolaires suivant la fin de leur scolarité, à raison d'un rattrapage par matière ou module par année.

De même, les élèves n'ayant pu justifier d'un niveau d'anglais B2 avant la fin de leur scolarité peuvent transmettre à l'école le résultat d'un test attestant ce niveau, pendant les deux années scolaires suivant la fin de leur scolarité.

Les élèves remplissant les conditions d'attribution du diplôme après ces épreuves ou tests d'anglais différés se voient attribuer le diplôme d'ingénieur de l'ENSG.

Au-delà des deux ans, les éventuelles demandes de diplomation rentrent dans le cadre d'une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE), qui peut être allégée pour les anciens élèves du cycle d'ingénieur.